

Guy Baudelle

()

19%가

가

1,150

Ile-de-France

1

VIP (Noin, 1976)



2 8,000 가 가 ,
 33 (460) 가
 42% ,
 54% Ile-de-France ,
 20 (30) ,
 (Tron, 2005). 가
 3 2005 , 43
 가 가가 7,000m² 82 가
 , 10 8,000m²
 가 11 5,000m²

I. : 2. 1991 :

1973
 1. : , 1975
 가 (Monod, 1974).
 DATAR()
 1955 1958
 . 1991
 Ile-de-France . 1991 2000
 200m² 3
 가 ,
 (Decentralization Board) (MITEP)
 가

CIADT)가 .

(ENA)

(500km . 2005

) (Amiens)

, (Lyons) 가

, (Toulouse)

() 가 ,

DIACT가

.

“

3.

2000 ”

(Leyzour, 1997).

(: CITEP)가

,

가 . CITEP

II. ?

1. 3 5,000 가

< 2> 1992 2004

DIACT(2007 CITEP

DIACT DATAR) .

. 3 5,000 가

. 8,000

,

(1960 ~

90)

가

< 4> 1991 2004

DIACT

(CIACT,

2 1992 ~ 2004



: CITEP, 2007.

3 (1960 ~ 2006)



: CITEP



: CITEP, 2007.

2.

가

. 21.6%

Ile-de-France가

Ile-de-

1991

21.6%

France

가

가

가

III.

?

DATAR Jérôme Monod(1974)

1959 1973

1. 1960~1990 :

30 (1 5,000)

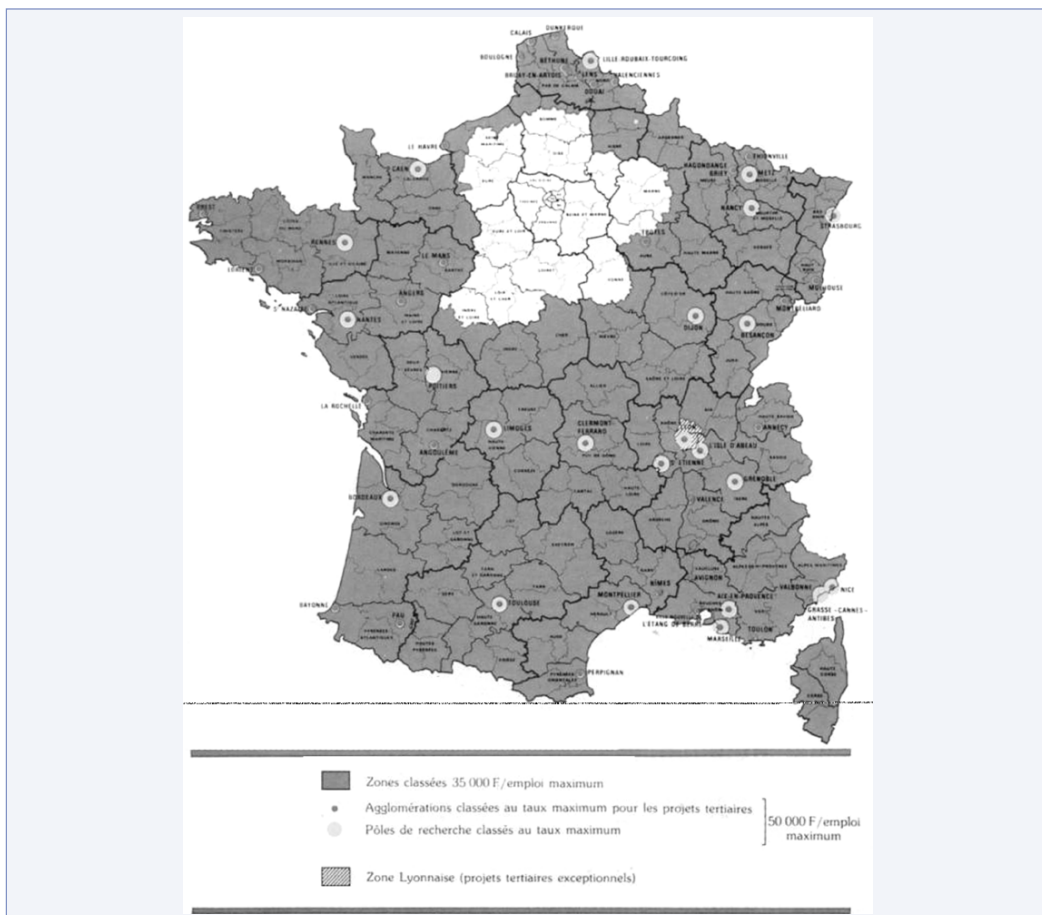
J Monod “

”

가

. 1960

5



: De Roo, 1998.

< 5>

가

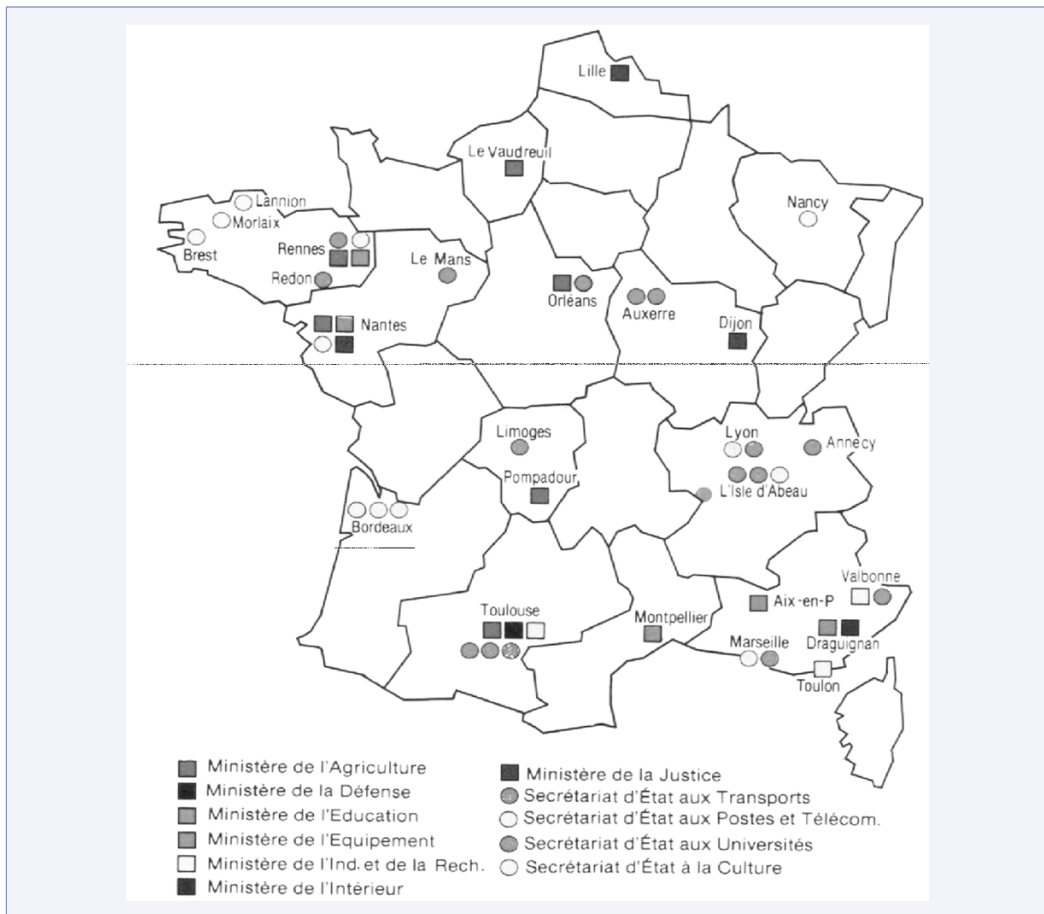
1972 ~ 75

< 6>

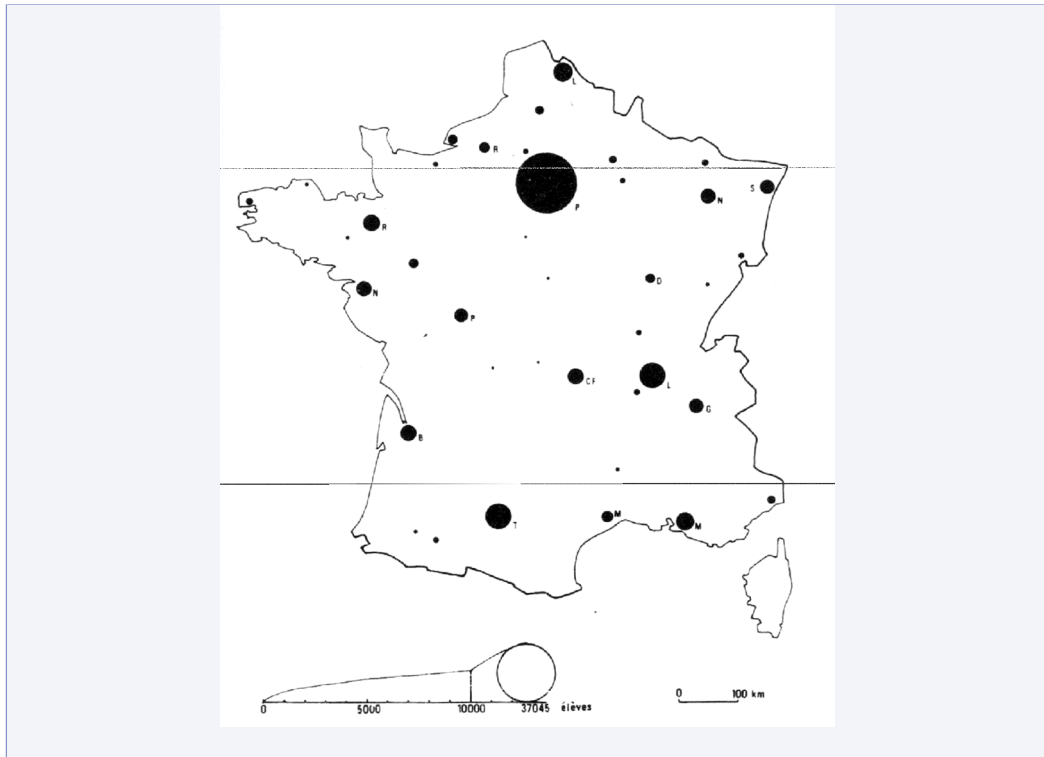
가 ()
() ()

6

(1972 ~ 1975)



: De Roo, 1988.



) 가

가

Ecole
Normale Supérieure de Saint-Cloud-
Fontenay()

7 ~ 8>

). 1986

(<

< 9>

10

<

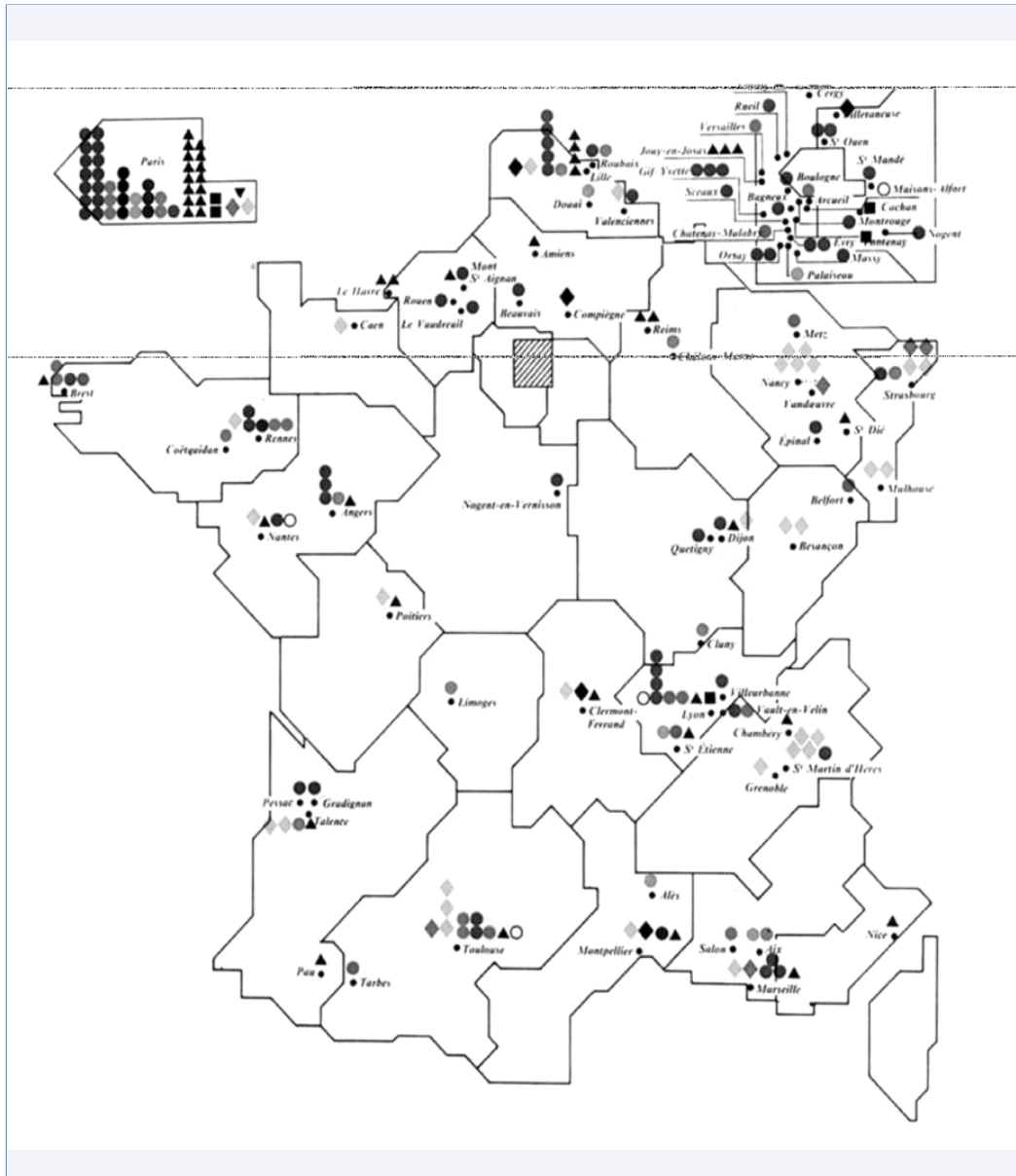
10>

”

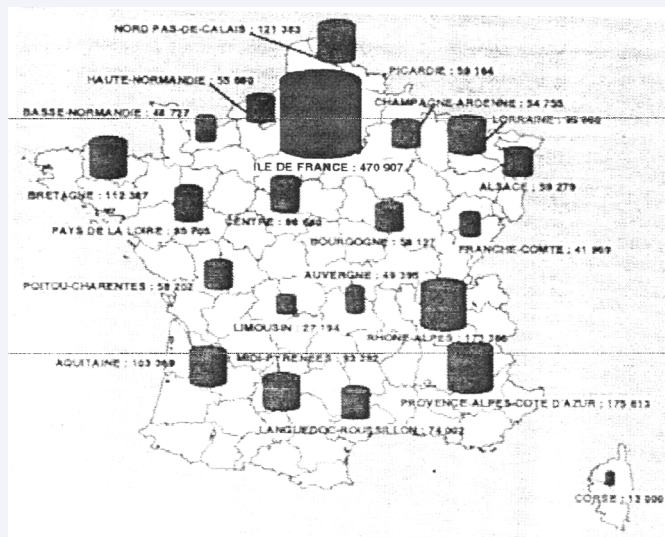
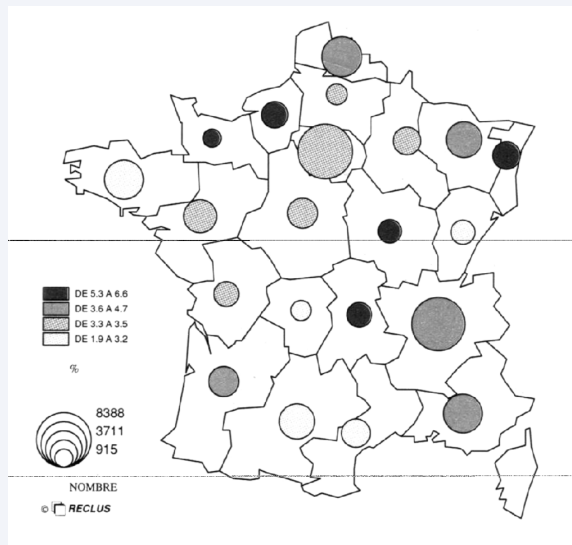
가 ,

가 가

(< 11>).







: INSEE, in Guesdon, 2000

2. (Paris Basin)

1997 가
, 가
(, ,) 3.

(< 12>).

가
4
4.
가
가 ((Inisan,
Saint Raymond, 1996).
,



: The CNDP(

)

「No De'loc」

. CNDP

(Poitou-Charentes)

17 ~ 18

16

1

가

	4 가		: 4) (100
			: 2,100
	4,244	7,354	1,700
가	9,455	9,455	700 ~ 1,
	8,404		

: Official Bulletin.

가

,
 ,
 ,
 가

(INPI)
 (Worms, 1992).
 3.
 가?

가
 (< 2>
).

,
 (45%)
 (15 ~ 20%)
 (,
 ,
)

2 : 가 (Gatto and al.,1996)

	700	92	64	156	7 5,000	4 4,000
	700	120	83	203	6	3 7,000
	1,200	92	34	127	13 4,000	9 8,000

(Gatto and al., 1996). (IRD)

. , 2008

8 (Marseilles) .

4,000 ~ 15 .

4. ,

. (

Déartement, County)

가

. ,

가 5 ~ 50% 가 .

(CNED)

15 ~ 50% 46%

(40% CNED 가

) 가

()

(< .

13>).

10 가 23 가

Délocalisations : demandes des élus locaux

École Nationale d'Architecture (Compiègne, Amiens, Laon)
École Nationale d'Administration Pentastar (Amiens)
Centre National du Cinéma
École des Douanes (Soisson)
Centre National de Restauration (Soisson)
Caisse Nationale des Monuments Historiques (Soisson)
École de Police Municipale (Laon)
Centre National de la Fonction Publique Territoriale (Laon)

Office National des Forêts (Orléans)
Direction de la Musique et de la Danse (Bourges)
Direction des Patrimoines (Bourges)
Ateliers de restauration, CNIL
Centre d'essai en Vol de Brest-sur-Orge

Centre National de Documentation Pédagogique
Institut National de Recherche Pédagogique
Institut Français du Pétrole
Direction des Ports
Direction National des Douanes

Service des chèques postaux (Alençon)
Ministère des Anciens Combattants (Caen)
Direction de la sécurité civile
Centre National d'Etudes Vétérinaires d'Alfort
ONILAIT, CEA, COGEMA

Ministère de la Mer (Brest)
Ecole Supérieure des Géomètres (Rennes)
Ecole National Supérieure des P & T (Rennes)
Siège de l'IFREMER

Caisse française de Développement (Nantes)
Direction Générale de l'Alimentation (Nantes)
Office National des Fruits et Légumes (Nantes)
Direction de la construction navale (Nantes)
Ecole Nationale des Techniques Avancées (Nantes)
Centre Technique du Bois (Nantes)
Services d'études techniques des routes et autoroutes (Nantes)
Caisse Nationale d'Assurances Maladie (Le Mans)
Institut National de Formation du Calcauteur (Le Mans)
Siège de l'ADP (Angers)
Conseil de protection des aliments végétaux (Angers)
Service de Harns ou Course et d'éducation (Mayenne)
Agence nationale pour les chèques vacances (Verbeke)

Direction des Assurances
Prévention Routière
Musée des Arts et traditions populaires
DATAR atlantique

Centre d'Essai en vol de Bretagne
Institut National sur l'environnement et les risques industriels
ITP, ONF, ONVINS,
Institut National des Appellations d'Origines (INAO)
ONFLHOR
Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes
Ecole Nationale du Patrimoine, SEITA

Service de pathologie aviaire (gers)
Ecole nationale de la Meunerie et des industries céréalières
Ecole nationale des industries agroalimentaires
Institut National de recherche en Informatique et Automatismes
Direction de la Métrie, Siège du CNES
Service des certifications de la DGAC

Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire, INRETS
Musée des transports, INCG
UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics)
Laboratoire National d'Essai
Musée National des Poids et des Mesures
Union Nationale du Sport scolaire
Musée de la Marine
Comité Central des pêches maritimes
Centre d'Etudes des Tunnels du Ministère de l'Équipement

Grande Écoles Agricoles (ENSA, ENGREF)
INRA, Office National des Forêts
Office National de la Chasse
Office International de l'Eau (Iroyes)

Office National des Forêts
Centre Technique Interprofessionnel des Oléagineux
Office National Interprofessionnel du Vin (Mâcon)
France 3 (Mâcon)
Délégation à la recherche du Ministère du Logement (Mâcon)
Direction de la Sécurité Routière (Nevers)

- Tri-paquets (Bar-le Duc)
- Centre des Archives comptables de la Poste (Bar-le Duc)
- Service de lecture optique de chèques postaux (Nancy)
- Office National des Forêts (Nancy)
- Imprimerie Nationale (Epinal)
- Service Social des Mines (Moselle)
- Siège des Charbonnages de France

— INSERM (Strasbourg), DATAR (Strasbourg), INRA
Etablissement de Formation des Policiers (Mulhouse)

- Association Française de Normalisation (Belfort)
- Laboratoire National d'Essai (Belfort)
- Institut National de la Consommation (INC) (Belfort)
- Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) (Belfort)
- Institut de recherche en Informatisme et Automatismes (Belfort)
- IRCAM (Besançon)
- Institut National de recherche sur le Transport et la Sécurité (Montbéliard)

Institut national de l'environnement industriel
et des risques
Institut Français du Pétrole
Service Ministériel à l'action humanitaire
Caisse Française de Développement
Direction de la sûreté des instal. nucléaires
Police technique et scientifique

Centre Français de Développement
 Institut International d'Admin. Publique
 Institut National des Langues et Civilisations
 orientales, IFREMER,
 Institut Géographique National
 Caisse Nationale des Monuments historiques
 Office International de l'Eau, INRETS
 École Nationale Supérieure d'horticulture
 RENATER (réseau national de
 l'enseignement et de la recherche) (Nice)
 Institut National des Études Démographiques
 CREDOC

INRA, INSERM, IFREMER,
Bureau des Recherches Géologiques et Minières
Conservatoire National de l'Espace Littoral, I.G.N.

Office National Interprofessionnel du Vin (Beziers, Perpignan)
Centre de Formation du CEA (Gard)
Centre National de la Photo (Perpignan)
Centre National du Cinéma (Perpignan)
Office National des Fruits et Légumes (Perpignan), ADEME (Perpignan)

Centre Technique du Bois et de l'ameublement
Office National des Forêts
Société française de céramique
Institut de l'éclairage
Atelier central Automobile de la Police
Centre national de production et de la carte d'identité
Centre National d'Assurance Vieillesse

1 ~ 2 (Leyzour, 1997).

(< 14>).

3

(Gatto and al., 1996)

	330	280	100
	410	450	620

14

La Croix

“

”

Limoges accueille mille nouveaux habitants

DÉLOCALISATION Depuis cette semaine, la ville abrite le siège du Cnasea, un organisme lié aux ministères de l'agriculture et du travail, délocalisé avec ses 440 salariés et leur famille.

LIMOGES
De notre correspondant

C'est un vrai ballon d'oxygène pour la métropole du Centre-Ouest, qui compte aujourd'hui 190 000 habitants. Depuis lundi, Limoges accueille un millier de personnes supplémentaires avec l'arrivée du personnel du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (Cnasea), un organisme public jusqu'alors installé à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine).

C'est aussi un bain de jeunesse : la moyenne d'âge des 440 salariés et de leur famille est de 35 ans. Les écoles de la ville, jusqu'alors confrontées à une baisse régulière des effectifs, ont vu s'inscrire 170 nouveaux enfants pour la rentrée. Un effort a également été consenti sur l'offre de logements, avec un dispositif d'accueil particulier mis en place à l'hôtel de ville. Les agents ont reçu une prime de 12 000 € que beaucoup vont s'empêcher d'investir dans leur installation. Les agences immobilières se frottent donc les mains, avec la forte hausse du prix de mètre carré, observé depuis dix-huit mois.

Une des plus importantes délocalisations jamais réalisées

Cette délocalisation vient clore un dossier ouvert il y a plus de onze ans. Le transfert du Cnasea avait en effet été décidé par le gouvernement d'Edith Cresson, lors d'un comité interministériel d'aménagement du territoire (Cint) du 12 janvier 1992. Il a subi les aléas de nombre d'autres délocalisations : refus d'une partie du personnel, projet architectural rejeté, annulation puis réouverture du chantier, etc. Mais, au final, c'est l'une des rares opérations du genre qui soit réalisée dans son intégralité, après Météo France à Toulouse et l'administration des Vies navi-

gables à Bèthune. C'est aussi l'une des plus importantes.

Le Cnasea est le « grand argentier » français de l'agriculture et de la formation. Etablissement public placé sous la tutelle des ministères de l'agriculture et du travail, son budget d'intervention s'élève à près de neuf milliards d'euros dont 2,6 milliards dans le domaine agricole et plus de 6,2 milliards pour la formation professionnelle. Certes, la délocalisation ne change pas grand-chose au fonctionnement de cette grosse machine administrative, qui assure la gestion de nombreux fonds publics, comme celle du FNDAR (Fond national pour le développement de l'adduction d'eau), ou verse les subventions pour les emplois aidés dans l'agriculture. Le réseau informatique a été prévu en conséquence, avec notamment un plan pour la desserte du Limousin en fibre optique.

Reste, malgré tout, le peu d'enthousiasme des employés. Beaucoup mettent en avant les difficultés des conjoints à trouver un emploi dans la même branche qu'en région parisienne, et surtout au même salaire.

D'autres évoquent les problèmes que va poser cette nouvelle implantation en matière de « relations », notamment avec les représentants de la Communauté européenne. C'est le Cnasea, par exemple, qui met en œuvre les programmes européens d'environnement, du paysage et d'aide au boisement. « Nous craignons de perdre des missions parce que nous n'aurons pas été assez réactifs, estime un cadre. Tout ne passe pas par la télématique : il faut savoir entretenir des contacts, pouvoir réagir immédiatement aux demandes de rendez-vous. A Paris, il faut une heure pour se rendre à une réunion ; depuis Limoges, ce sera trois heures de train plus une heure... Nous allons beaucoup fréquenter la ligne SNCF. »

Daniel FOURRY

LA CROIX MERCREDI 6 AOÛT 2003 7

: La Croix, 2003. 8. 6.

France Domaine(“)가 .

가 (, 가) .

2.

85% 가 (CITEP) 15% 가 () (Gatto and al., 1996).

“ ” 2002 8,400 , 2003 1 900 , 2004 1 8,900 , 가 75% (Tron, 2005).

V. ? < 15>

1. 가 , DIACT 4,000 (5,500)

가

가

가 Saint-Germain-des-Près ENA (Institut d ’

15



16

DIACT



Etudes Politiques de Paris also designated as “ Science Po ” 6,200

VI. :

3. : 1.

(
Jean-Paul LACAZE) 13
35 ,
12 (1960 60 15
)
가 .
1980
,
Ile-de-France 3 (1982 ~ 83)
(21 7). (1990
) .
“
”
(Lacaze, 1994).
가
「 Université 2000」 .
, , ,
47%, 28%, 14%, 11%
가 .
「 U3M 」(1990 ,
2000 ,)
(Elhorst, 1999).

가



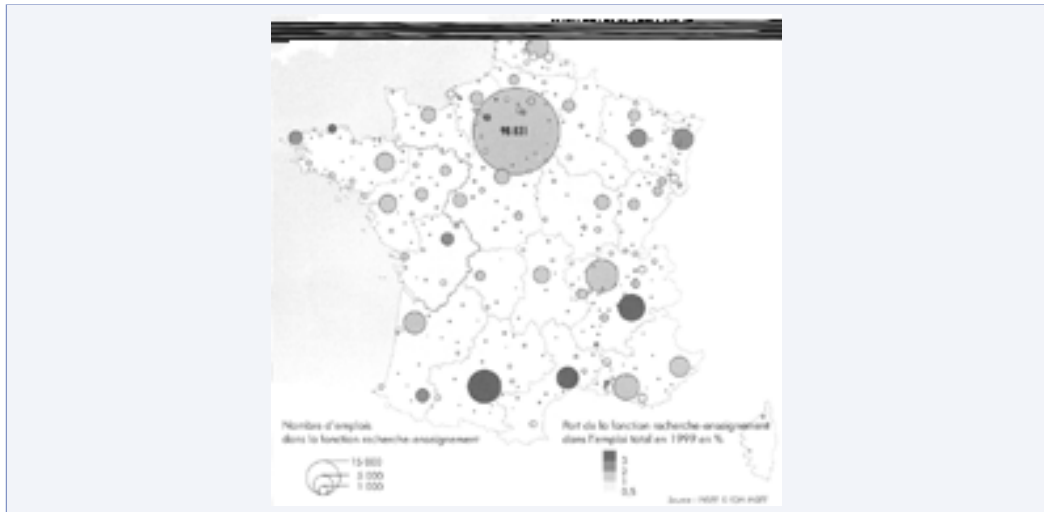
: Deyon, Frémont, 2000



: De Roo, 2007

19

(1999)



: INSEE.

()

()

20

(1999 ~ 99) :



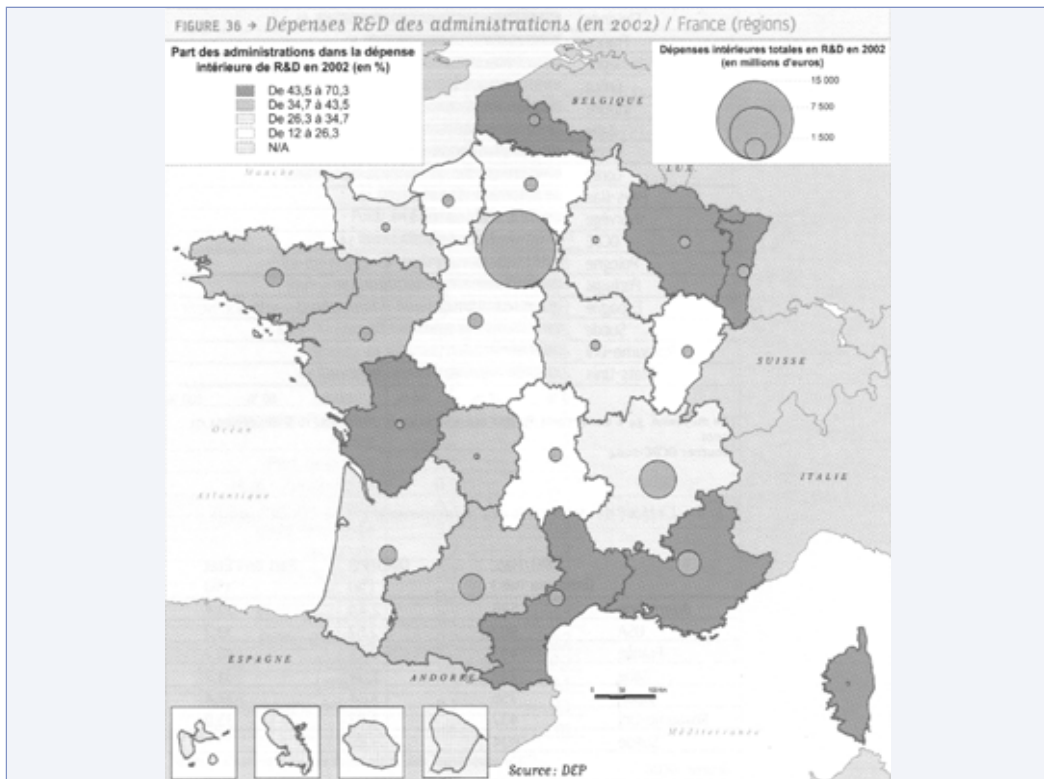
: INSEE

가 . , (2000 ~ 2007) 20>). (< Ph.D. 가 , (< 21>). 1990 가 (Gravier, 1947). 가 .

21

R & D

(2002)



: Morel, 2005

. < 22> RETIS (France Technopoles Association)
48 Technopoles (business incuba-

RETIS



tors) . 17 5,000 , 7,500
가
(, 1982) 50
, 13
Ecole des Mines 5,000 .
1964 가
. 가
(1982 ~ 83) - Sophia-Antipolis(1,300
2 7,300), Meylan
(Grenoble), Agropolis(Montpellier),
Château-Gombert(Marseilles),
Angers Technopole, Cité Descar-
tes(Marne-la-Vallée)
가
(, , ,)
(,)
()가
. 가
(City
Development Agency) .
가
(, ,
). 가가
3. ,
(clusters) : 가
(Fache, 2006).
1970
RETIS 가



“technopole()”
“Geno-
pole” () DIACT가
“Innoval”
가
4.
가
2005
DIACT가
(Toulouse)
69 가 DIACT
(2006 ~ 2008 8 3,000
) (< 23>).
가
“
”
(Angers)
가 (Annemasse-Geneva) NGO
가
(MLD
, 1999).



: DIACT

VII. :

(Burgel, 1993).

가

(< 28 >).
1960

KIET

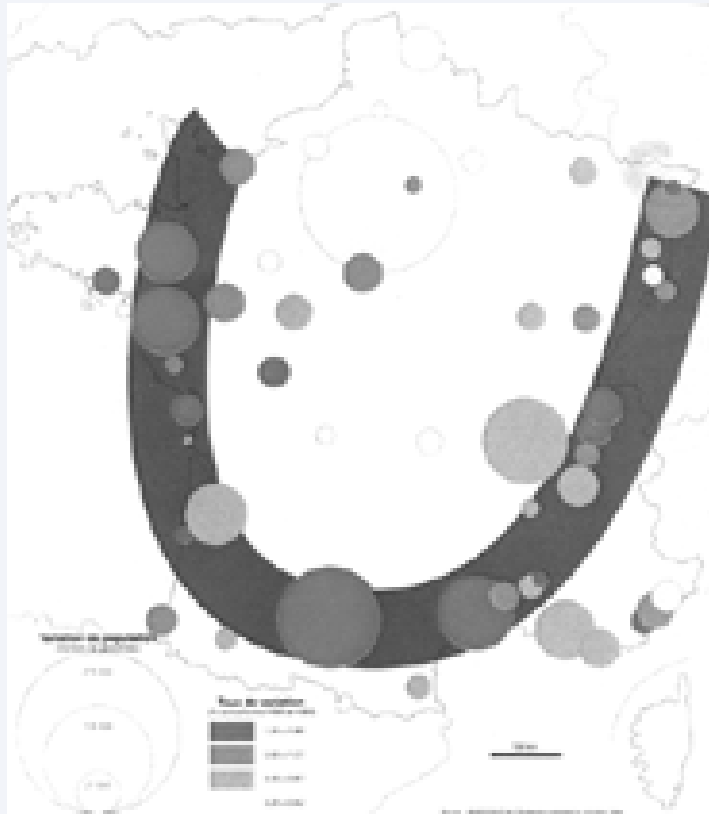
24

:





: 가



: DATAR, 2002



Souce : Insee recensement de la population de 1990 et 1999.





- BEZES P., 1994, L'action publique volontariste. Analyse d'une politique de délocalisation, Paris, L'Harmattan, p.256.
- BURGEL P., 1997, Paris, avenir de la France, La Tour d'Aigues, L'Aube, p.198.
- CADT and CIACT (Joint Ministerial Territorial Planning Committee), Localisation des emplois publics. Reports.
- COMITE DE DECENTRALISATION, 1987, Nantes, Montpellier, Toulouse, Lyon. Des exemples de décentralisation réussies, DATAR, p.20.
- DATAR or DIACT, Annual reports.
- DE ROO P. (ed.), 1988, Atlas de l'aménagement du territoire, Paris, La Documentation Française, DATAR, p.368.
- DE ROO P. (ed.), 2007, Les villes moyennes françaises, Paris, La Documentation Française, DIACT, p.59.
- DEYON P., FREMONT A., 2000, La France et l'aménagement de son territoire (1945-2015), Paris, LGDJ, p.190.
- ELHORST P. and al., 1999, Welfare Effects of Spatial Deconcentration: a Scenario for the Netherlands, Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie, 90, 1, 17-31.
- FACHE J. (ed.), "Technopôles: un concept dépassé?", Norois, n. 2000, 7-86.
- FOUCHÉ A. (rec.), 1997, Les délocalisations administratives et le développement local, Rapport du Conseil Economique et Social, 23 & 24 Septembre, Paris, Direction des Journaux Officiels, p.276.
- GATTO D., GATIGNOL L., SAID G., 1996, Trois délocalisations publiques. Analyse des coûts et des impacts socio-économiques. Rapport final, SMG France Consulting Inc., Report to the DATAR, p.85.
- GRAVIER J.F., 1947, Paris et le désert français, Paris, Le Portulan, p.257.
- GUESDON J., 2000, La géographie des ministères dans le VII^e arrondissement de Paris, Master dissertation, Paris, University of Paris IV-Sorbonne, p.141.

-
- INISAN M., SAINT RAYMOND O., 1996, Les salarié·s et la mobilité d 'entreprise. Les délocalisations d entreprises à Toulouse, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, p.122.
 - INSEE Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes, 2002, Les fonctions métropolitaines supérieures dans les villes de l 'Ouest, Rennes, INSEE, MIIAT, p.83.
 - INSTITUT international d 'administration publique, 1995, Délocalisations administratives. Politiques européennes de l 'environnement, 1e Forum administratif franco-allemand, Paris, IFSA, La Documentation française, p.76.
 - JACQUET N., DARMON D., 2005, Les pôles de compétitivité. Le modèle français, Paris, La Documentation Française, p.123.
 - LAVIGNE P. (coord.), 1976, Dispersion géographique des administrations centrales de l 'Etat, Paris, Economica, p.187.
 - LACAZE J.P., 1994, Paris, urbanisme d Etat et destin d 'une ville, Paris, Flammarion, p.369.
 - LE DUC M., ERNST I., MOISSINAC C., 1999, L 'apport des délocalisations publiques au développement des pôles de compétences, Final report to DATAR, Paris, Michel Le Duc Consultant, p.58.
 - LENOIR R., 1994, Quand l 'Etat disjoncte, Paris, La Découverte, p.136.
 - LEYZOUR F. (rec.), 1997, Aménagement du territoire et environnement. Avis sur le Projet de loi de finances, n. 310, Commission de la Production et des Echanges, p.87.
 - MERLIN P., 2007, L 'aménagement du territoire en France, Paris, La Documentation Française, p.174.
 - MIGAUD D., RODET A. (rec.), 1997, Aménagement du territoire et environnement. Rapport à l 'Assemblée Nationale, Avis sur le Projet de loi de finances, n. 305, Commission des Finances, de l Economie générale et du Plan, p.132.

-
- MLD CONSULTANTS, 1999, L 'apport des de'localisations publiques au développement des pôles de compétence, Report to DATAR, Paris, p.35.
 - MONOD J., 1974, Transformation d 'un pays. Pour une géographie de la liberté', Paris, Fayard, p.186.
 - MOREL B. (ed.), 2005, Dynamiques et diversité des territoires français. Rapport de l'Observatoire des territoires, Paris, La Documentation Française, p.147.
 - MONTRICHER N. de, THOENIG J.C., 1993, La de'localisation des emplois publics, Paris, La Documentation Française, DATAR, p.65.
 - NOIN D., 1975, L 'espace français, Paris, Armand Colin, p.271.
 - PONCET J.F, 2003, L 'exception territoriale un atout pour la France, Paris, Rapport au Sénat, 2002-2003, n. 241, p.245.
 - TRON G. (rec.), 1999, Rapport à l'Assemblée Nationale sur le projet de loi de finances 2000, n. 1861, Commission des Finances, de l'Economie générale et du Plan, annexe 39, p.95.
 - TRON G. (rec.), DENIAUD Y., BONREPAUX A. (pr.), 2005, Rapport d 'information (...) d 'une mission d 'évaluation et de contrôle (...) sur la gestion et la cession du patrimoine immobilier de l'Etat et des Etablissements Publics, Commission des Finances, de l'Economie Générale et du Plan, Report to National Assembly, p.238.
 - WORMS & Cie DEVELOPPEMENT, 1992, De'localisation de l'Institut National de la Propriété Industrielle, Final report to DIACT, Paris, Worms Consulting Inc., p.25.